



Lucrările Seminarului Geografic Dimitrie Cantemir

Vol. 43, October 2016, pp. 175-192

<http://dx.doi.org/10.15551/lsgdc.v43i0.12>



Printemps Arabe: perspectives économiques et sociales d'une mutation politique majeure dans les économies en transition

Abdelfattah Ammous¹

¹Université de Sfax, Tunisie

To cite this article: Ammous, A. (2016). Printemps Arabe: perspectives économiques et sociales d'une mutation politique majeure dans les économies en transition. *Lucrările Seminarului Geografic Dimitrie Cantemir*, Vol. 43, pp. 175-192. DOI: 10.15551/lsgdc.v43i0.12

To link to this article: <http://dx.doi.org/10.15551/lsgdc.v43i0.12>



ISSN: 1222-989X www.seminarcantemir.uaic.ro

© Editura Universității Alexandru Ioan Cuza din Iași, România.

This is an open access article under the CC BY.



PRINTEMPS ARABE : PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET SOCIALES D'UNE MUTATION POLITIQUE MAJEURE DANS LES ECONOMIES EN TRANSITION

Abdellfattah AMMOUS¹

Résumé. Depuis la décennie 1970, les pays arabes traversent des périodes difficiles, instables marquées par des causes exogènes (crise économique) et endogènes (dictature, stagnation économique, déséquilibres sectoriels, régionaux, chômage et détérioration du pouvoir d'achat). Des soulèvements populaires ont éclaté des 2011 (Tunisie, Egypte, Yémen, Syrie) durant les cinq dernières années, la Tunisie a pu réussir une transition démocratique (prix Nobel de la paix 2015). Mais elle accuse une situation économique et sociale difficile (chômage, déflation, endettement). Des perspectives sont à reréfléchir (restructuration, libéralisation, partenariat, gouvernance).

Mots clés : Crise économique, pays arabes, transition, gouvernance

Introduction générale

Depuis la décennie 1970, les pays arabes traversent des périodes difficiles, instables marquées par plusieurs causes exogènes et endogènes engendrant : un marasme politique dû à la persistance de régimes politiques autoritaires, autocratiques non démocratiques ; une stagnation économique reflétée par des taux des croissance faibles ; un chômage endémique croissant frappant toutes les catégories socioprofessionnelles surtout les jeunes qui représentent en moyenne plus de 60% de la population ; des inégalités multidimensionnelles la répartition intra et inter-pays touchant des revenus, l'éducation, le logement, l'équité sociale, les régions, accentuant la détérioration des conditions de vie de la population dont le pouvoir d'achat ne cesse de diminuer.

Les autorités dirigeantes tentent toujours d'escamoter les difficultés en parlant qu'elles sont enclines de réaliser de bons résultats économiques, d'assurer une stabilité sociale dans toutes les activités sectorielles vis-à-vis des pays étrangers.

D'ailleurs les situations alarmantes dissimulées ne trouvent pas d'écho sérieux à l'étranger dans la plupart du temps. Plus exactement, l'allégation des autorités concernées évoquant les résultats économies-sociaux positifs dont se glorifient les autorités, ont largement influencé les rapports annuels des Organisations Economiques Internationales.

En effet, la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International, les études du Programme des Nation Unies pour le Développement (PNUD). Les forums économiques annuels de Davos en Suisse parlent fréquemment de « miracle économique tunisien » ;

¹ *Professeur Emérite en Sciences Economiques Université de Sfax (Tunisie)*

d'expansion économique marocaine ; de boom économique égyptien, de nouvelle ère libérale libyenne et syrienne ainsi qu'une richesse financière continue aux algériennes et dans les pays pétroliers du golfe.

Les situations paradoxales qu'accusent les pays arabes ont eu pour conséquence dès le début de 2011, l'éclatement de plusieurs troubles sociaux voire des soulèvements populaires sans précédent où la plupart des catégories socioprofessionnelles, la population active en chômage se mettent en grève générale paralysant tous les secteurs de l'activité économiques.

Les grévistes qui concernent plusieurs pays arabes² réclament essentiellement : amélioration de leurs condition de vie, l'emploi, l'équité sociale, l'équilibre régional, la liberté politique ignorés matés par la free par les pouvoirs en place depuis déjà plusieurs décennies révolues.

Les soulèvements ont au raison dans le plupart des cas en changeant complètement et ou partiellement les données politico-socio-économiques de certains pays arabes tout en provoquant l'apparition de mouvements terroristes islamistes sanglants dont « Daash » devenant progressivement un phénomène meurtrier international difficilement contrôlable (Ben Yahmed, B, 2016)³.

Toutes ces instabilités, ces soulèvements, ces révolutions et ces changements structurels pacifiques, sanglants, progressifs, rapides ont été qualifié par les pays européens de « Printemps Arabe ». Lequel printemps est du fondamentalement à des motifs économico-sociaux et accessoirement à des motifs politique (démocratie, liberté droits de l'homme) comme le notent déjà certains analystes (Daguson T.F.2011)⁴.

Le Printemps Arabe mérite bien une analyse profonde quant à sa genèse, son évolution mais surtout ses conséquences et ses prospectives sociale et économiques nécessaires pour le développement des pays arabes intéressés et les relations internationales ce qui nous incite à se poser les interrogations suivantes :

→ si la genèse, les origines internes de ces soulèvements ont été bien développés ces dernières années (Hinnebbuch, 2015)⁵, (Bessis.S, 2016) il n'en demeure pas moins important, de rappeler les causes exogènes de ces soulèvements. Plus exactement, quelles en sont les conséquences principales de l'impact de la crise économique mondiale sur les économies arabes concernées et ses répercussions sur l'éclatement de leur situation ?

→ Les causes sont-elles également structurelles et / ou conjoncturelles dues à l'ouverture excessive de ces économies qui souffrent depuis longtemps d'une dépendance extérieure sectorielle économique, sociale, technologique et financière de ces pays où

² Les soulèvements sanglants éclatent successivement en Tunisie (Janvier 2011) en Egypte (janvier 2011), en Lybie, au Yémen (février 2011) ; en Syrie (mars 2011) les trois derniers vivent encore des guerres civiles continues.

D'autres pays arabes tel que le Koweït ; le Maroc ; l'Algérie ; le Liban ; la Mauritanie ; le Bahreïn ont accusé des conjonctures d'instabilité sporadique bien cantonnées par les pouvoirs politiques en place .

³ IBEN YAHMED, B.(2016) : " il faut vaincre daech et le remplacer" « éditorial en la revue n°=59/60-février-Paris –France

⁴ Daguson T.F.2011 la crise économique revalorisée de toutes les fragilités in problèmes économiques ; le ressort des révolutions arabes n°3020-mars 2011- Paris –France

⁵Hinnebbuch, R. (2016) : Introduction : Understanding the Consequences of Arab Uprisings – starting points and divergent trajectories in democratization– journal Home page [http:// www.trandfonline.com/loi/](http://www.trandfonline.com/loi/)

n'importe quelle crise internationale a nécessairement une influence négative sur ces économies ?

→ Quels sont les enjeux, les perspectives economico-sociales attendues des périodes transitoires du Printemps Arabe ? S'agit-il de tournants politico-économico-sociaux décisifs préparant une nouvelle ère économique libérale et/ou un retour à un nouvel interventionnisme étatique dont les perspectives peuvent s'avérer rassurantes allégeant les fardeaux du chômage de la pauvreté de l'exclusion social des déséquilibres désastreux (Ammous A., 2013)⁶ en prônant une ouverture économique plus équilibrante, plus stable, plus équitable et convergente (Brahmia R.S. 2015)⁷. Les réponses à nos différentes interrogations s'inscrivent dans notre présente problématique qui sera déclinée dans notre analyse sur un double plan.

Nous essayons d'abord, de bien identifier les origines externes de ces soulèvements dus à la crise économique mondiale tout en dégagant un bilan économique et social de l'après révolution ; ensuite nous tentons de présenter, compte tenu, des données disponibles des pays concernés de présent certaines hypothèses d'écoles, des scénarios voire surtout des perspectives economico-sociales quant au devenir ou bien l'avenir de ce Printemps Arabe.

I. La concentration externe de leurs échanges économiques

Les échanges économiques des pays arabes externes avec les pays de l'Union Européenne occupent entre 60 % et 80 % de la totalité de leurs échanges avec l'extérieur. Le reste est fait avec les Etats Unis, le Japon et la Chine. Ces échanges sont constitués par le commerce externe (exportations et importations des biens et services) ; les investissements directs et indirects étrangers ; les emprunts, les aides les subventions sans oublier les gros transferts financiers des immigrés arabes qui dont le nombre totalise environ dix millions concentrés dans les pays européens.

L'immigration officielle et clandestine arabe en direction de l'Union Européenne n'a été toujours à l'origine de plusieurs malentendus, crise politique et fermeture des frontières depuis les deux dernières décennies de XXe siècle. Les pays européens cherchent toujours la sécurité de leurs frontières alors que les pays arabes concernés cherchent les aides, les investissements pour soutenir leur politique de développement.

Il s'agit bien d'un dilemme structurel dans les Relations Euro-Maghrébines et Arabes sans issue jusqu'à nos jours. Les malentendus se sont aggravés avec l'afflux de l'immigration clandestine ces dernières années et le développement sans précédent du phénomène terroriste (Daash) qui ébranle la sécurité interne de tous les pays sans distinction.

La crise économique mondiale de 2007 n'a pas pour autant épargné les économies arabes ; d'autant plus que les échanges économiques interarabes ne dépassent pas en moyenne 7 % annuellement et que le nombre des réformes structurelles entamées depuis 1987 avec l'adoption de Plans d'Ajustement Structurel prônés par la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire Internationale ainsi que le commencement des politiques de libéralisation

⁶Ammous,A (2013). Printemps Arabe et Changements Politico-sociaux économiques : cas de la Tunisie INREED. Marrakech –Maroc

⁷BRAHMIA –REJEB S., (2015) . Etude sur convergence et divergence des économies en développement et des pays du sud EST asiatique » in Arab Economie– Journal – n° 69/70- Hiver – Printemps 2015 pp 66/82 – (en langue arabe)

des secteurs d'activité économique publics sont restés inachevés (Ammous A. ,2009)⁸, laissant ces pays arabes presque la seule partie au monde vivant les répercussions négatives de la crise sur ses multiples formes par rapport aux autres pays développés, émergents et en développement en Europe, en Asie et en Afrique.

De surcroît, la vision euro-méditerranéenne depuis, les Accords de Barcelone 1995 ; les Projets de l'Union de la Méditerranée de 2007 prônés par la France ; les Politiques de Bon Voisinage de 2009 présentées par l'Union européenne et les tentatives de partenariat Europe-Unie-Pays du Golfe Arabe demeurent de véritables illusions, sans lendemains pour ne pas dire des lettres mortes dues essentiellement aux entraves suivantes :

I.2. Absence de structures appropriées et efficaces dans les pays arabes

Tous les accords, projets Euro-méditerranéens régionaux bilatéraux, et surtout multilatéraux porteurs d'esérance manquent :

→ De l'existence de systèmes productifs dynamiques, de bureaucratie entrepreneuriale autochtone arabe capable de réaliser les objectifs des partenariats solides servant les intérêts économiques sur les deux plans, celui de la méditerranées et celui des pays du golfe arabe.

→ Des élites libres démocratiques imposant la libéralisation des régimes autocratiques arabes qui demeurent enfermés dans un immobilisme politique comme le réclament avec insistance ces accords. Ces élites n'ont pas émergé ou elles ont été étouffés par force de la part des pouvoirs en place.

→ Une société de savoir responsable, où la question du développement humain durable exigeant la réduction du chômage, la diminution de la pauvreté, l'élimination progressive de la vulnérabilité, de l'exclusion sociale, l'amélioration des conditions environnementales pour la population autochtone, c'est à dire une tentative d'humaniser le modèle de développement libéral suivi qui reste en deçà des espérances populaires affichées.

I.3. L'Impact de la Crise Economique Mondiale

Bien que la plupart de gouvernements arabes affirment que la crise économique mondiale ne les a pas touché partiellement, les statistiques disponibles montrent le contraire (Ammous, A. 2011)⁹, en effet cette crise s'est soldée par les résultats suivants :

→ Un recul significatif des taux de croissance réels qui ne dépassent pas dans les meilleurs des cas les 2%, engendrant une détérioration du pouvoir d'achat de la population arabe concernée en quête d'amélioration

→ Une baisse sensible des exportations arabes de 30% en moyenne avec une diminution des importations arabes de 18%. Ceci conduit à une aggravation du solde commercial négatif où le déficit a augmenté de 6% entre 2007 et 2009.

→ Une réduction significative des Investissements Directs Etrangers (I.D.E) Européens de 30% en 2009. D'ailleurs, la Turquie reçoit un volume d'I.D.E européen supérieur à celui reçu par la totalité des pays arabes

⁸ Ammous , A (2009) la crise économique mondiale : les causes , les conséquences et les impacts sur l'Economie Mondiale : cas de la Tunisie « ADES-FES in Economie de Proximité - Gouvernance et Crise –Nova- Print- pp 205/ 289 (en langue arabe) Sfax-Tunisie

⁹ Ammous , A. (2011). Les changements socio-économiques dans les Pays Arabes : Diagnostic, Défis et Perspectives : cas de la Tunisie Arab Economic Association (ASFER) la Caire – Egypte en langue arabe

→ Une diminution des flux touristiques et 20% à 30% durant les années 2009/2010 et 2011. Les recettes touristiques constituent pour certains pays arabes (Maroc, Tunisie, Egypte) le second poste des rentrées en devises dans leurs balances commerciales et de paiements

→ Des accroissements respectifs des taux de chômage de 20% à 40% ; des taux d'inflation de 15% ; des taux de pauvreté de 25% à 45% selon les conditions internes de chaque-pays

→ Une augmentation des déficits budgétaires par rapport au P.I.B. de 4% à 12% en moyenne. Les gouvernements arabes ont recouru ces derniers temps à des politiques monétaires expansionnistes qui ne réduisent pas pour autant ces difficultés mais les aggravent

→ Un retour massif des immigrants arabes d'Europe du aux conséquences de la crise notamment pour les pays du Maghreb Arabe. Ces pays magrébins, pour des raisons historiques culturelles et économiques, ont la plus grande colonie dans tous les pays de l'Europe Unie Occidentale.

Toutes ces conséquences négatives de la crise économique mondiale, en plus de l'ampleur des difficultés multidimensionnelles internes ont conduit à des instabilités dans certains pays arabes ; ces instabilités ont provoqué des changements politiques radicaux et des problèmes économico-sociaux graves à surmonter dont les enjeux sont difficiles à appréhender et à cerner.

I.4. Les enjeux des changements socio-économiques dans les pays arabes post-révolutionnaires.

Avant d'analyser, ces enjeux nécessaires pour une bonne appréhension des perspectives attendues quant à l'évolution des pays arabes en transition, nous devons de prime abord, avancer certaines remarques essentielles relatives aux caractéristiques sociétales dont jouissent les pays arabes intéressés.

I.4.1. Les éléments caractéristiques fondamentales des sociétés arabes

Selon l'analyste politologue (Hassib K., 2012)¹⁰ nous pouvons distinguer respectivement quatre éléments d'appréciation des sociétés arabes concernées par ces soulèvements populaires qui ont fait naître le Printemps Arabe dont successivement :

1. La nature des éléments basiques retenus concernant :

a) **la nature du syndrome de la peur** qui a imprégné toutes les sociétés arabes depuis plusieurs siècles révolus et qui a marginalisé tous les mouvements de libération populaire. Ces mouvements qui ont essayé sans pour autant réussir, de changer, de se révolter contre les conjonctures précaires politiques ont été stoppés par des autorités publiques en place ;

b) **La nature pacifique au départ de ces mouvements** à travers les manifestations non violentes de sans moyen de défense pour contrecarrer les forces militaires, policières répressives à leur égard ;

c) **L'existence d'un minimum de cohésion sociale**, de vision commune pour maintenir l'union nationale entre les diverses composantes de la société civile indépendamment des différences religieuses, confessionnelles et régionales ;

¹⁰ Hassib, KH : « La Lybie où va-t-elle ? la chute du régime Kadhafi : quelles conséquences pour ces pays ? » Journal : L'avenir arabe – C.E.U.A septembre 2011 – n°391-pp6/10-(en langue arabe)

d) Les positions des forces armées et sécuritaires qui étaient pour certains pays neutres ; alors que pour d'autres parties prenantes utilisées pour mater ces soulèvements populaires.

2. Les spécificités des pays arabes en transition compte tenu des éléments caractéristiques distinctifs ; Nous pouvons désormais classer les pays arabes révoltes :

a) La Tunisie : premier pays du printemps arabe, constitue un modèle de référence où les quatre éléments d'appréciation sont réunis à savoir : la nature pacifique, le dépassement du syndrome de la peur, l'existence d'une cohésion sociale et les positions neutres des forces armées. D'ailleurs, le premier scénario quasi-islamisé qui a dirigé le pays lors de la constituante, s'est vu remplacé par une opposition farouche de la part de la société civile démocratique libérale qui a pu amener toutes les parties intervenantes à négotier un pacte politique d'entente et de dialogue positifs. Lequel pacte s'est soldé par l'organisation d'élections législatives et présidentielles libres en 2014. Cette réussite a valu à la Tunisie de s'octroyer le Prix Nobel de la Paix de 2015.

b) L'Egypte ; second pays révolutionnaire réunit aussi les quatre éléments avec une conjoncture très complexe et un rôle décisif des forces armées dans la transition. Le mouvement islamiste des Frères Musulmans vainqueurs de la première élection de 2012 s'est vu éliminer par la population et l'armée en 2013 à cause de sa mauvaise gouvernance teintée de confessionnalisme, d'antidémocratie et d'incapacité fonctionnelle à diriger le pays. L'armée victorieuse a pris la destinée du pays par des élections présidentielles et législatives peu suivies mais avec une adhésion populaire prononcée.

c) La Lybie : n'a pas pu réunir que le premier élément celui du dépassement du syndrome de la peur. Les autres éléments se sont enchevêtrés dans une guerre civile larvée opposant l'Est à l'Ouest du pays. L'Etat est dans cette situation inexistant délabré et déchiré. Un pays dominé par des groupes terroristes dont le mouvement « Daash » qui s'implante de jour en jour menaçant les pays voisins. Toutes les tentatives internationales de réconciliation nationale sont sans résultat concret et convaincant préparant ainsi le pays à une intervention étrangère pour mater les groupes terroristes.

d) Le Yemen : réunit trois éléments soient : le dépassement du syndrome de la peur, l'existence d'une cohésion sociale, la nature pacifique relativement des mouvements ; alors que les forces armées sont engagés dans les soulèvements. Le refus des premières élections par les divers groupes politico-sociaux du pays a engendré une guerre civile continue avec une intervention extérieure arabe conduite par l'Arabie saoudite ;

e) La Syrie : Vit une guerre civile, multiforme, confessionnelle, ethnique, tribale, religieuse où le mouvement « Daash » occupe une place prépondérante avec les autres protagonistes. Cette guerre s'internationalise et menace de jour en jour l'unité du pays en impliquant tous les pays voisins du Moyen Orient. Toutes les tentatives de pacification du pays, de former un gouvernement transitoire avec l'adhésion de tous les intervenants demeurent vaines, sans résultats dans l'immédiat alors que la majorité de la population fuit les régions et immigre vers les pays voisins, les pays de l'Europe de l'Est et finalement en direction des pays de l'Union Européenne leur posant un sérieux problème d'intégration. La Syrie ne réunit donc que deux éléments d'appréciation explicatifs soit, le dépassement du syndrome de la peur et la nature pacifique des mouvements au départ. Ce pays reste un

berceau de la civilisation arabo-musulmane et demeure un pays multiconfessionnel et ethnique ;

f) Pour les autres pays arabes : L'Irak, Jordanie, Liban, Algérie, Bahreïn, Le Koweït, Oman, Maroc, Soudan, Qatar, l'Arabie Saoudite et les Emirats Arabes Unies, les situations diffèrent d'un pays à un autre. Ces pays sont dominés à la fois, par une junte militaire et des monarchies absolues ou ouvertes et constitutionnelles.

I.4.2. Le Bilan Economique et Social des Soulèvements des Pays Arabes Concernés

La tournure des changements politiques des pays du printemps arabe n'a fait qu'amplifier la détérioration du pouvoir d'achat des citoyens arabes qui a incité certains économistes de parler de bilan désastreux (Ammous A., 2011)¹¹ que nous pouvons présenter les principales observations et constations comme suit :

1. La Dégradation des Variables Macro-Economiques : L'application des différentes stratégies de développement depuis les années 1960 et jusqu'à la fin de 2015 n'a pas eu des résultats satisfaisants. Les politiques interventionnistes fondées sur la planification et le rôle moteur de l'Etat qui ont pris diverses versions comme Etat providence, régulateur, adjuvant, paternaliste, par le biais de son large secteur public en marginalisant le secteur privé n'ont pas pu aboutir, puisqu'elles ont conduit à plusieurs impasses financières, monétaires publiques (inflation galopante, déficits budgétaires, des équilibres des balances de paiements et commerciales).

La vague mondiale de libéralisation, du retour à l'économie de marché, la libre-entreprise, la réhabilitation du secteur privé grâce aux plans d'ajustements structurels et les politiques libérales concomitantes suivies par ces pays arabes n'ont pas pour autant apporté les résultats escomptés (chômage accru, inflation continue, pauvreté accentuée) comme nous l'avons bien analysé auparavant (Brahmia , R,S 2015)¹².

Si les protagonistes révolutionnaires dans ces pays estimaient que les bouleversements politico-économico-socio-structurels allaient améliorer la situation économique dans ces pays ; il n'en demeure pas vrai que ces changements se sont soldés par une série d'échecs insurmontables dans le court et le moyen terme (Bessis, S.2016)¹³.

D'ailleurs, nous pouvons constater que l'ensemble de ces pays accusent une récession économique sans précédent s'aggravant de jour en jour et dont nous pouvons évoquer les données quantitatives et qualitatives suivantes :

→ **les taux de croissance économique** sont presque négatifs de 2011 à 2015 (-2.2% en Tunisie ; -1.5% en Egypte ; -4.5% au Yémen ; -6% en Lybie ; -4% en Syrie).

→ **Les taux d'inflation** ont aussi subi des augmentations durant cette période (6% en Tunisie ; 7 % en Egypte ; 20% au Yémen ; 30% en Lybie et 40 % en Syrie). Nous remarquons ici des difficultés pour le dinar Tunisien ; la chute de livre égyptienne ; la quasi-disparition et la rechute de la monnaie libyenne et syrienne et yéménite ou le troc apparaît de plus en plus dans ces pays en guerre civile.

¹¹ Ammous A. (2011) op. cit.

¹² Brahmia – Rejeb, S (2015) op. cit et – Brahmia , Rejeb,S (2014) : « Nécessité de reconsideration du rôle de l'Etat dans les pays arabes – ARDES-FES NOVA print- Sfax- Tunisie.

¹³ Bessis S. (2016) : « Derrière Le Nobel : un pays en panne ; Tunisie in la Revue n°59/60- Janvier/Fevrier-pp88/45 op.cit.

→ **Les taux de pauvreté** ont également augmenté de 20% à 5% selon les données de chaque pays étudié. **Ceux du chômage** véritable maux de ces économies ont doublé soit 20% en Tunisie ; 25% en Egypte ; 40 % en Lybie ; -à% en Syrie et 80% au Yémen.

→ Des hausses importantes des déficits externes et publics qui accusent entre 9% et 15% du P.I.B. Selon chaque pays. D'ailleurs, en parallèle, la dette de ces pays dépasse en moyenne largement les 50% par rapport au P.I.B. il faut noter, que la note souveraine de ces pays se dégringole et s'est abaissée plusieurs fois pendant cette période (Bessis, S.)¹⁴
Cette dégradation macro-économique s'est accompagnée par d'autres difficultés sociales pesant lourdement sur les économies de ces pays.

2. La détérioration des conditions sociales : La dégradation des données économiques dans les pays arabes en transition a engendré d'autres blocages dangereux dont :

→ La peur de l'avenir pour les hommes d'affaires nationaux et les investisseurs étrangers qui ont réduit considérablement leurs investissements suite à l'instabilité sociale (grèves, setting, manifestations ouvrières continues journalièrement) qui se poursuit de jour en jour ;

→ le développement sans précédent des activités informelles dans toutes les activités de production, de distribution, de la contre-bande frontalière, le lieu privilège de l'activité terroriste meurtrière (DASH) qui réduit énormément les mouvements touristiques et les investissements extérieurs.

Les activités informelles occupent plus de 60% en moyenne des activités économiques des pays arabes étudiés (Ammous A.,2013)¹⁵

→ La détérioration continue du pouvoir d'achat des citoyens où nous constatons la quasi-disparition de la classe moyenne un important moteur de la croissance économique. Devant ces difficultés, ces blocages qu'accusent les pays arabes en transition quelles perspectives devons-nous prévoir pour l'avenir de ces pays ? ces perspectives tiennent aux deux scénarios suivants :

II. Le Premier Scénario concerne le Rétablissement de l'Autorité et du Rôle de l'Etat dans l'activité économique et sociale

En effet, l'Etat providence qui a accompagné le développement économique depuis l'indépendance de certains pays arabes en transition dont la Tunisie comme étant un Etat producteur, investisseur et employeur jusqu'aux années 1970 grâce à une stratégie interventionniste d'inspiration Keynésienne et socialisante a été remplacé par un Etat adjuvant. Les secteurs étatiques, publics ne jouaient plus ces rôles depuis la période indiquée, puisque les secteurs privés prennent les leviers de commande de l'économiste grâce aux différentes politiques de déréglementation et de privatisation et aux politiques libérales suivies dès la fin du XX siècle.

Toutefois, les décennies qui ont suivi cette période et jusqu'à l'année 2011 ont bien montré l'échec de ces politiques libérales qui n'ont pas pu résoudre les problèmes de chômage, d'inflation, de déséquilibres sectoriels et régionaux. Les bouleversements politiques marqués par une instabilité croissante économique et sociale qualifiés de

¹⁴ Bessis S., (2016) op.cit.

¹⁵ AMMOUS A. (2013). Op. cit.

printemps arabe ont réduit le rôle de l'Etat et celui du secteur privé qui deviennent de plus en plus impuissants d'assurer le développement économique nécessaire pour ces pays (Guen M. 2013)¹⁶

Nous pensons que le rétablissement du rôle de l'Etat en tant que garant de la stabilité politique, de la croissance économique, de l'équité sociale est plus que nécessaire pour la période post-révolution ; d'autant plus que le vide qui a accompagné la révolution pendant ces premiers jours a été bien comblé par les autorités publiques en place (administration, secteur public.)

L'Etat doit être à notre sens, le Principal Régulateur de l'activité économique et sociale. Cela suppose que l'Etat dans les pays arabes en transition doit assumer plusieurs responsabilités qui lui ont échappé lors de l'instabilité révolutionnaire dont :

III.1. Des Fonctions Régaliennes Classiques : en assurant

1. La protection des citoyens, de leurs biens contre toutes les infractions, les dépassements injustifiés, les insurrections, l'instabilité sociale qui ont accompagné les bouleversements politiques et qui persistent encore dans certains pays arabes où l'insécurité, le terrorisme sanguinaire règnent encore.

2. Le respect des droits de l'homme, qui doit être assuré en protégeant les droits privatifs de la propriété matérielle, intellectuelle contre toute forme de spoliation, de corruption, qui devient de jour en jour un vécu journalier difficilement surmontable.

3. La protection des échanges internes, des mécanismes de marché qui sont vitaux pour tout bon déroulement de l'activité économique et ce par la promulgation de législations saines, rigoureuses, équitables qui manquent actuellement dans plusieurs pays arabes en transition où les monopoles improductifs, l'économie informelle, l'évasion fiscale et la contrebande, frontalière, bénéficient d'un « droit » de cité.

III.2. Des fonctions organisationnelles portant sur :

1. Une harmonisation des rapports, des relations entre les divers agents économiques pour l'intérêt général : l'Etat est donc appelé d'enrayer les déséquilibres provenant des activités économiques des agents. Il se doit d'interdire les monopoles privés non autorisés, le rationnement illégal et la spéculation et financière non réglementaire

2. Assurer la libre circulation des personnes et des biens : par des mesures légales, réglementaires en évitant dès que possible l'asymétrie de l'information en organisant l'activité bancaire, financière selon des règles de gestion transparente et crédible.

3. La Promulgation des lois, des décrets, des arrêtés, protégeant les droits des consommateurs, des producteurs, assurant un minimum de droits aux ouvriers et une sécurité sanitaire pour l'ensemble de la population, qui sont aussi du ressort des fonctions de l'Etat Régulateur nécessaire pour le fonctionnement à court terme des économies arabes en transition difficile.

¹⁶ Guen M., (2013) : « Tunisie pour un modèle économique post révolutionnaire » l'Harmattan – Préface Prof. Chedly Ayari Paris – France 250p

III.3. Des fonctions économiques

Ces fonctions touchent généralement les tâches suivantes :

1. La gestion d'une partie des ressources économiques : l'Etat doit s'atteler pour gérer une partie importante des ressources matérielles et humaines disponibles. Il est tenu de promouvoir la croissance économique en apportant son aide à l'industrialisation du pays, en encourageant la compétitivité des industries nationales sur le plan international par des subventions à l'exportation utiles les et productives.

2. L'appui au secteur privé : en dehors des activités de production concurrentielles, l'Etat doit investir dans le domaine de l'infrastructure : les transports, l'eau, l'électricité, la santé, les routes, l'enseignement sont des secteurs à rendements croissants et à des couts décroissants (Allais, M., 1965)¹⁷. Ces activités nécessitent des investissements lourds et couteux récupérables sur une longue période. Le secteur privé incité par les trois motifs Keynésiens : la rentabilité, la sécurité et la précaution de toute activité économique réalisable à court terme, ne pourrait pas assurer de tels investissements. D'ailleurs, les investissements infrastructurels sont nécessaires pour le développement économique parce qu'ils augmentent la capacité productive de l'économie tout en soutenant la concurrence des entreprises nationales sur les deux plans interne et externe. Ils contribuent ainsi à l'amélioration du pouvoir d'achat des agents économiques en tant que, citoyens à part entière, et partenaires responsables associés au processus de croissance et non comme des individus d'exécution privés de plusieurs libertés comme, le voulaient d'après eux les anciens régime, autocratique, et despotique, Ils s'agissent bien ici l'un des principaux buts réclamés par ces révolutions arabes.

3. Une fonction redistributive : L'un des rôles de l'Etat Régulateur que nous projetons, concerne la redistribution des revenus par le biais de la fiscalité. En effet, par leurs dépenses publiques provenant des taxes, des impôts, les pouvoirs étatiques assurent la satisfaction des besoins collectifs de la population oubliée par l'économie de marché ; ces pays sont marqués par une évasion fiscale est une concurrence déloyale destructrice.

Par ses interventions financières, l'Etat essaie donc de corriger ces insuffisances par des actions redistributives tels que le financement des biens publics, collectifs : routes, santé, sécurité, transports, pollutions, enseignement, formation recherche et la sécurité sociale.

Le financement public aura un impact positif à la fois, sur le rendement de tous les agents économiques, et l'amélioration de leur condition de vie quantitativement et qualitativement. La fiscalité joue ainsi un rôle essentiel pour arriver à réaliser la concorde entre tous les individus en longue période (Gabel, M., 2016)¹⁸

I.1. Le Rééquilibrage des variables Macro-Economiques à moyen terme

Le rééquilibrage doit se baser sur une gestion économique et sociale saine, équilibrée, rigoureuse et équitable au niveau interne et externe. Il doit donc assurer les actions suivantes :

¹⁷ - ALLAIS, M. (1965) « Options de la Politique Tarifaire dans les Transports » C.E.E.- Etudes-série transports n°=1 Bruxelles, Belgique

¹⁸ Gabel, M (2016) « La Fiscalité- le Long chemin vers la Concorde » “ Problèmes Economiques “ Hors série. Comprendre la fiscalité- n°=9- mars 2016- la documentation française p.1 Paris-France-

1. Une planification, une programmation stratégique et performante : la plupart des pays arabes en transition bénéficient d'un apport financier étatique et substantiel. Les pouvoirs publics doivent organiser leurs dépenses d'une façon rationnelle et productive. En effet, les dépenses publiques issues d'une imposition lourde souffrent de plusieurs entorses telles que les exonérations générales, spécifiques, les subventions sectorielles diverses, les compensations tarifaires subsidiaires en faveur des ménages, des entreprises sans omettre une importante évasion fiscale formelle et informelle qui grève les finances publiques.

D'ailleurs, comme nous l'avons montré auparavant les entorses subies par la finance publique dans ces pays représentent plus de 60% du P.I.B. Pour ce qui est du phénomène de l'informalité il représente plus de 20% en moyenne de l'évasion fiscale soit de la totalité des recettes fiscales publiques.

Ces aides sont octroyées aux niveaux fiscal, financier en faveur des caisses de compensation alimentaire selon des dispositions légales, réglementaires diverses en érodant ainsi les recettes publiques incapables de financer à temps les biens collectifs c'est-à-dire les investissements économiques et sociaux c'est à dire les I.E.S au sens de Hirshman (1964)¹⁹ véritable moteur de la croissance économique.

Encore faut-il recevoir profondément ces aides économiquement injustifiées en étudiant minutieusement leur ampleur et l'efficacité économique de leur justification sociale ? (Ammous, A., 2016).²⁰

Autrement dit, il y a lieu de faire en sorte que les avantages fiscaux accordés d'une façon non économique et coûteuse par les finances de ces Etats à court de financement soient graduées à la mesure de la sophistication technologique et l'investissement public et privé ?

Par exemple, la Tunisie et l'Egypte ont besoin de faire un saut industriel, technologique important comme c'est le cas actuellement de certains pays émergents (Corée du Sud, Brésil, Singapour, Inde, Chine, Russie), et ce pour employer leurs jeunes chômeurs dont les taux représentant plus de 30% de la population active en chômage de bénéficier aussi de plus-values significatives et valoriser leurs exportations de biens et services.

2. Indication et Harmonisation de l'investissement public : Ils est paradoxal de constater que les investissements publics dans certains pays arabes en transition ne sont pas exécutés tant sur les plans nationales que régionales et local qu'à un rythme très lent d'autant plus que les pays passent actuellement par des situations transitoires souvent instables économiquement et socialement difficiles caractérisées par un chômage croissant, une inflation galopante oscillante, des réserves de change au plus bas niveau ne couvrant que seulement quelques semaines d'exportation et des déficits budgétaires de 9% à 20% du P.I.B amenant ainsi à une croissance économique anémique et faible²¹.

¹⁹ -Hirshman, A. (1964) " la Stratégie du Développement Economique " Editions ouvrières-Economie et Humanisme-Collections Développements et civilisations-Paris-France

²⁰ -Ammous A., (2016) « La Finance : Fondements- Problèmes-Propositions-Développements- Cas Tunisien » article-Université d'El Jadida (en langue arabes)
Maroc Mars-2016

²¹ - Les données statistiques ont été pris respectivement de GUEN. M (2013) op.cit pour la Tunisie et du Ministère de la Planification et de la Cooperation Internationale pour l'Egypte in le cadre stratégique des plans de développement Economique et social (2012-2022)- novembre 2012- Le Caire- Egypte

D'ailleurs, depuis 2011 et jusqu'à 2016, les réserves de change égyptiennes dans la même période de 38 milliards de dollars à 16 milliards de dollars poussant ainsi les autorités monétaires à dévaluer la Livre Egyptienne le 15 mars 2016. (1 dollar qui coutait 8 livres atteint 9 livres actuellement).

Les pouvoirs publics sont invités, compte tenu de ce scénario, de prévoir, de réaliser des investissements publics harmonieux, décentralisés intéressant les domaines infrastructurels (eau, électricité, réseau routier, transports, construction, habitats) dans une vision Keynésienne ressuscitée. Ces investissements auront des effets multiplicateurs, accélérateurs sur tous les secteurs de production dans le moyen et le long terme tout en ayant un impact sur la création d'emplois et la croissance économique tant recherchée.

3. La réduction des déficits budgétaires et de la dette externe : La période qui a suivi l'éclatement de bouleversements politiques dans les pays arabes a été suivie par une dégradation des finances publiques. Cette dégradation concerne surtout les déficits budgétaires qui ont accusé une très forte augmentation entre 2010 et 2015 et qui n'ont jamais été enregistré durant les six dernières décennies. Les déficits budgétaires sont passés en Tunisie de 3% à 9% entre 2010 et 2015 du P.I.B ; et de 8% à 20% en Egypte pour la même période d'observation. Ils sont très inquiétants d'après, un des rapports de la Commission Economique pour l'Afrique des Nations Unies²² qui préconise pour la Tunisie par exemple, la nécessité «urgente» de «reconstituer les marges de manœuvre budgétaires et externes» que le gouvernement tente de s'y atteler actuellement.

Plus exactement, nous pouvons comprendre le souci de relance traditionnelle Keynésienne de l'économie suite aux difficultés socio-économiques engendrées par la révolution ; toutefois ce ne sont pas les investissements publics productifs qui ont augmenté en Tunisie et en Egypte, mais c'est la consommation publique qui a explosé à cause des recrutements massifs dans la fonction publique et les diverses subventions versées aux caisses de compensation alimentaire qui ont presque triplé. Il importe ici de prévoir leur réduction par des politiques volontaristes diminuant graduellement, progressivement les subventions, ces recrutements abusifs (actions sélectives pour l'octroi de ces aides au profit des agents économiques ; blocage des recrutements en favorisant la libre –entreprise et l'auto-emploi). Il y a lieu ici de réfléchir sur une autre vision prospective en passant d'une économie d'endettement à une économie de marchés financiers efficace et efficiente où l'Etat jouerait un autre rôle à côté du secteur privé soutenu, relancé et responsabilisé.

II.2. Le Second Scénario : le Renforcement des Mécanismes de l'Economie de Marché : Vers une Economie Sociale de Marché

Toutes les économies des pays arabes en transition ont adapté depuis la décennie 1980 des politiques de développement économique et sociale libérale inspirée pour la plupart des programmes d'ajustement structurel prônés par le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale. Les résultats enregistrés par ces politiques sont largement en deçà des prévisions et ont conduit à des difficultés insurmontables (chômage, inflation, endettement,

²² -Nations Unies – Commission Economique pour l'Afrique (2016) : Situation et perspectives Economiques en Tunisie dans le contexte de transition actuelle » Bureau sous-régional en Afrique du Nord
[http:// WWW.unica.org/sites/default/files...](http://WWW.unica.org/sites/default/files...)

déséquilibres régionaux, pauvreté, exclusion sociale) ; à cause d'une mauvaise gouvernance quant à l'application de ces politiques comme nous l'avant bien signalé.

Si les pays de l'Europe centrale, orientale ont réussi relativement la transformation des leurs économies entièrement à planification centrale en économies de marché ; les pays arabes, en revanche, sont beaucoup plus à la traîne et n'ont pas quitté effectivement la ligne de départ. C'est pour cette raison que nous pouvons penser à court et à moyen terme à une réhabilitation de la vision libérale de l'économie de marché où l'Etat joue le rôle d'adjuvant sociale à côté du secteur privé principal responsable du développement économique et social dans ces pays en transition par :

II-1 Des politiques de Restructuration de Privatisation et de libéralisation :

Les politiques libérales inspirées des analyses néoclassiques et néolibérales actuelles doivent porter sur :

II-11- une restructuration et une privatisation se concrétisant par les actions délibérées suivantes :

1-la création d'un secteur financier viable, réformé visant à permettre aux entreprises les moyens nécessaires d'adapter leur production en biens et en service aux besoins de marchés libre et à en transférer la propriété au secteur privé. Cela suppose en premier lieu, l'adoption des actions de dérèglementation touchant la gestion des organismes financiers de production publique qui souffrent de plusieurs entorses : déficits chroniques, sureffectifs ; corruption ; évasion fiscale ; inefficacité et absence de gouvernance.

2- La libéralisation des activités de production : rompant avec les prix administrés, fixés par les monopoles publics, l'Etat et certains organismes privés privilégiés sur les divers marchés. Les prix seront déterminés par le libre jeu de la concurrence légale réduisant ainsi les barrières économiques, commerciales et financières tendant à isoler les économies arabes de l'économie internationale de marché susceptible de leur procurer des économies d'échelle pour leurs produits exportés.

3. Des régimes juridiques et institutionnelles viables : pour bien asseoir les économies sur des bases solides, ces réformes sont nécessaires pour redéfinir le rôle omniprésent, omnipotent et polyvalent de l'Etat Interventionniste et Monopoleur de jadis. Dans ces économies instables et déséquilibrées. Il y a lieu donc, d'établir la primarité du droit, mettre en place des politiques favorables à la concurrence libre et efficace socialement acceptable par toutes les parties prenantes (Syndicats, sociétés civiles).

La libéralisation, la stabilisation macro-économique pourraient se réaliser à court terme si les pouvoirs publics en vigueur s'attachent à réaliser ces actions d'une façon sereine, convaincante avec l'adhésion de toutes les catégories socio-professionnelles intéressées et surtout engagées dans ce processus de transition.

II12- Stabilisation de l'Inflation et Augmentation de la Production :

Dès le début de la période de transition, beaucoup d'économistes (Slockman K., Claphan R., (1993)²³ pensent que pour mettre en exécution les mécanismes de marché, il y a lieu de procéder rapidement à la libéralisation et à la stabilisation macro-économique malgré

²³ (Slockman, K, Claphan R (1993): Eléments et Principes de Base de l'Economie Sociale de marché et l'Economie de marché sociale dans les pays en voie de développement : le problème de l'Applicabilité in international. Institut Konrad Adenauer Stiftung (KAS) et Winfried Jung

les difficultés économiques que cela supposerait. La transition a débuté dans la plupart des économies arabes avec une hausse rapide des prix due aux déséquilibres économiques qui régnaient et la conjoncture économique qui s'est détériorée due aux manifestations, aux arrêts de travail et aux settings continus. La pression de la demande, qui avait été réprimée lors de la période antérieure a soutenu cette inflation qui a presque triplé.

En plus de cette poussée soudaine du taux d'inflation, d'autres chocs attendaient les économies en transition : une chute initiale beaucoup plus grave que prévue de la production qui atteint plus de 50% en moyenne en Egypte et en Tunisie. Une telle situation doit être corrigée par l'arrêt de ces déséquilibres sociaux, par une stabilité sociale susceptible d'augmenter la production, les exportations d'autant plus que le climat politique a été assaini grâce aux dernières élections législatives et présidentielles dans ces deux pays concernés.

La réduction de l'inflation est certes une condition nécessaire pour assurer la croissance, mais elle n'est pas suffisante. Les réformes structurelles dont tous les domaines (banques, finances, investissements, santé, formation, recherche, enseignant, justice) sont essentiels pour assurer une reprise durable en facilitant la croissance du secteur privé appelé à jouer un rôle moteur dans la création de l'emploi vitale pour réduire le chômage endémique dont souffrent les pays arabes en transition

II 13- les mouvements de capitaux :

Le passage à une économie de marché sociale exige d'importants financements internes et surtout externes (Investissements Directs Etrangers , Investissements en portefeuille) pour faciliter la réaffectation des investissements dans les activités productives, en moderniser les installations périmées, en améliorant l'infrastructure publique et en procurer les ressources financières dont ont besoin les entreprises nationales.

Les pays arabes en transition ont besoin fondamentalement à notre avis d'un Plan Marshall qui pourrait être financé par les Pays Arabes Pétroliers, l'Union Européenne, le Japon et la Chine principaux partenaires commerciaux de ces pays. Ceci est d'autant plus nécessaire que l'investissement national est récalcitrant ; les investissements étrangers publics et privés absents et la capacité de l'épargne nationale publique et même autochtone très limitée (20% en moyenne du revenu national dans les pays arabes intéressés).

II4- L'Intégralité des Revenus et pour une Réparation plus Equitable :

Nous constatons sans surprise que l'intégralité des revenus a augmenté au profit des capitalistes et des contrebandiers dans cette période de transition. Le coefficient de Gini varie de 0.5 à 0.8 pour les pays arabes en transition. Nous assistons en effet, à une aggravation sensible de l'inégalité des salaires des travailleurs qui se sont poussés dans la plupart du temps à se mettre en grève paralysant l'appareil productif par exemple en Tunisie pour une période plus au moins longue dépassant parfois plus de six mois.

Nous devons souligner aussi que la classe moyenne principale composante de la croissance économique et en train de disparaître progressivement. La Tunisie et l'Egypte s'appauvrissent petit – à petit.

Nous pensons qu'une politique redistributive de la part de l'Etat Adjuvant par le biais des transferts sociaux (allocations, subventions, aides) bien réfléchis, visant les catégories sociales démunies dans le cadre d'une politique sociale avertie serait la bienvenue pour ces pays en transition.

Signalons enfin, que l'environnement sécuritaire (Terrorisme meurtrier continu) affecte énormément les performances économiques de les pays aux quelles il faut trouver des solutions radicales à l'échelle régionale et même internationale puisque ce phénomène de «Daash » se mondialise de jour en jour frappant tous les pays sans exception.

Conclusion

Les deux scénarios que nous avons proposé comme perspectives économique-sociales pour les pays arabes en transition surtout pour l'Egypte et la Tunisie, (deux pays qui ont pu dépasser les difficultés, les contraintes issues des bouleversements structurels qu'ont subi ces pays) nous semblent intéressants pour sauver le Printemps Arabe qui risque de devenir un Hiver Arabe pour les pays arabes en transition pacifique et les autres pays déchirés par des guerres civiles continues (Economist, 2016)²⁴.

L'Etat Régulateur s'appuyant sur un rôle actif des pouvoirs publics dans les domaines de l'activité économique et sociale peut être une solution viable à condition qu'il ne nécessite pas la prépondérance de ces pouvoirs étatiques dans cette activité en ce sens que l'Etat devient comme jadis, omniprésent, omnipotent et polyvalent jouissant d'une situation de monopole avec toutes ses conséquences négatives (déficits chroniques, Inflation soutenue, inefficiences productive, allocutives, technologique et corruption généralisée).

Encore faut-il penser à un autre modèle de développement plus ouvert, plus efficace, souple, libre et efficient ?)

Le choix d'un autre scénario basé sur une économie sociale de marché corrigée à la lumière des échecs, des bouleversements accusés par les pays du printemps arabe, peut avoir beaucoup plus d'avantages que d'inconvénients

En effet, opter pour une restructuration de la vie économique où l'Etat devient Adjuvant soit un simple agent économique au même titre que les autres agents peut être une solution viable, mais nécessaire et non suffisante la libération, la satisfaction macro-économique, la privatisation fondée sur la dérèglementation du fonctionnement des secteurs économiques et le retrait de l'Etat comme propriétaire de certaines activités de production de biens et de services peuvent s'avérer inefficaces quant à la croissance économique et au développement sociale soutenable pour ces pays si elles ne sont pas inscrites dans une stratégie économique-sociale claire, transparente, graduelle, bien gérée ayant l'adhésion de toutes les parties prenantes de l'économie et de la société.

Autrement dit, en parlant de transition en Russie, Joseph Stiglitz (BIRD, 1999)²⁵ pense que l'échec de la privatisation accéléré dans ce pays n'est pas un simple accident de parcours, mais l'aboutissement prévisible de l'absence de politiques favorables à la concurrence et à infrastructures institutionnelles et juridique, propres assurant la réussite du programme de réformes.

Selon lui également la Russie doit s'engager dans un programme de réformes très graduel en créant des conditions institutionnelles propices en faisant un usage judicieux de ses atouts institutionnels actuels. Elle pourrait s'inspirer de l'énorme succès qu'a remporté la Chine en créant son propre programme de transition au lieu d'appliquer aveuglément les recettes proposées par les conseillers occidentaux et autres.

²⁴ -ECONOMIST (2016) op.cit

²⁵ -Stiglitz (1999) : Within Reform Ten Years Transition Banque Mondiale –Avril 1999 –Washington D.C Etats Unis

Une telle analyse et cette vision prospective s'appliquent bien aux pays du printemps arabe en transition. Ces pays doivent avoir une vision future pragmatique réfléchie, étudiée, graduelle quant au modèle de développement soutenable et durable. Le modèle peut à notre avis, poursuivre les objectifs suivants :

→ Maintien d'une gestion macro-économique saine, équilibrée et rigoureuse sur les deux niveaux interne et externe

→ Une ouverture prudente, efficace aux marchés internationaux avec des accords bilatéraux et multilatéraux diversifiés.

→ Militer en faveur d'un Plan Marshall Multidimensionnel associant tous les pays voulant aider ces pays en transition pour le financement des activités productives (I.E.S ; A.D.P.) (Pays du Golfe ; Europe Unie, Etats Unis Japon, Chine, Pays Européens du Nord)

→ Assurer une bonne gouvernance interne, externe, quantitative et qualitative embrassant tous les domaines économiques-sociaux.

→ Nécessité d'une approche participative entre les secteurs publics et privés quant aux efforts de développement, en partenariat avec les pays extérieurs sans aucune exclusion.

→ Promouvoir le développement humain assurant la connexion sociale, la cohésion régionale d'une façon équitable en ouvrant pour une dynamisation sociétariaire centre le terrorisme aveugle. (Daash)

Ces objectifs essayent d'après nous, d'établir une synthèse pragmatique entre les atouts de l'Etat-providence, de l'Etat-régulateur et de l'Etat-Adjuvent dans une approche d'Economie Sociale de Marché afin de Sauver le Printemps Arabe qui risque de disparaître laissant la place à des économies chaotiques sans lendemains meilleurs.

Bibliographie

1. Présentation sommaire des différents soulèvements arabes par pays depuis janvier 2011
2. Benyahmed , B(2016) éditorial la revue n°59/60 février-paris-France
3. Daguzan T.F. (2011) « La brise économique révélatrice de toutes les fragilités « problèmes économiques « le ressort des pays arabes n°3020 mais 2011-Paris-France
4. Hinnenbush R., (2016) : « introduction ; understanding the consequences of Arab uprising :starting point and divergences trajectories in democratization journal home page <http://www.tranderformlink>
5. Bessis (2016) 'Derrière le prix Nobel ; un pays en panne Tunisie in la revue op.cit. pp 38/45
6. Brahmia R.S (2015) : « Etude sur Convergence et Divergence des économies en développement et des pays du Sud Est asiatique in Arabe Economic Journal n°69/70 hiver printemps 2015 – pp 66/82 (en langue arabe) le Caire Egypte
7. Ammous A. (2009) « la crise économique mondiale : les causes les conséquences et les impacts sur l'économie internationale cas tunisien (en langue arabe) Economie de Proximité gouvernance et crise « ARDES-FES-NOVAPRINT Sfax –Tunisie
8. Ammous.(2011) : « les changements sous-économique dans les pays arabes :diagnostic , défis et perspectives ; cas de la Tunisie in Arabe Economie Association (ASFER) le Caire Egypte.
9. Hassib Kh. (2011) « la Lybie ou va E-elle ? la chute du régime Khadafi : quelles conséquences pour ce pays ? journal : L'avenir Arabe C.E.U.A Septembre n°39 pp6/10 (en langue arabe) Beyrouth le Liban
10. Ammous A., (2011) El Khoury B., (2014) : « Le bilan économique et social des révolutions arabes et désastreux op. cit.

11. Brahmia R, J.S. (2015) et Brahim RJS (2014) « Nécessité de Reconstruction du Rôle de l'Etat dans les pays arabes ARDES-FES-Sfax-Tunisie
12. Besies S., (2016) op cit.
13. Ammous, A. (2011) op.cit.
14. Guen, M(2013): "Pour un Modèle Economique Post-révolutionnaire en Tunisie » L'Harmattan- Preface Chadly Ayari-Paris-France
15. Allais M.(1965) : Option de la Politique Tarifaire dans les Transports » CEF-Série-Transports n°1- Bruxelles-Belgique
16. Gabel, M. (2016) : "La Fiscalité, le long chemin vers la concorde problèmes économique n°9 spécial mars 2016-La documentation Française P.1 Paris-France
17. Horshman A. (1964) : 'La stratégie du développement Economique' Editions ouvrières Economie et Humanisme Collections Développement Civilisation Paris-France
18. Ammous, A., (2016). La Finance Problèmes Fondements Propositions Développement : Cas de la Tunisie Article Université El Jadida Maroc (en Langue arabe)
19. Guen, M. (2013) Op.Cit. + Ministère de la Planification et de la coopération Internationale in le Cadre Stratégique des Plans de Développement Economique et Sociale et Social(2012-2022) Le Caire- Egypte
20. Nations Unies (2016) Commission pour l'Afrique : Situations et Perspectives Economiques en Tunisie dans le Contexte de Transition actuelle ; Bureau Sous-Régional en Afrique du Nord <http://www.unica.org/sites/default/files>
21. Slockman , K Claphan R, (1993) : »Eléments et principes de Base de l'Economie Sociale de Marche dans les Pays en voie de développement : le problème de l' » applicabilité in international Institute Konrad Adenauer Stiftung (KAS) et Winfried Jung – Bonn-Allemagne
22. ECONOMIST (2016) – journal de l'avenir Arabe OP.CET
23. Stiglitz B (1999) « Within Reform Ten Years of Transition Banque Mondiale avril 1999 – Washington D.C Etats Unis

